

**ARRETE MUNICIPAL**

**PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION**

**DG/FNV 2024.T631**

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1,  
L 2213-1 et suivants,  
Vu les articles du Code de la Route,  
Considérant la demande de l'**Entreprise SAS Daniel LAINÉ** en date du 11 Octobre 2024 chargée  
d'effectuer des travaux de ravalement de façade pour le compte de Monsieur KAKOU Jérôme  
(DP N° 014 715 24U0155 décision du 02 Août 2024) **3 rue de Verdun** à Trouville-sur-Mer.  
Considérant l'arrêté Municipal référencé DG/FNV 2024.T594 et l'impossibilité pour l'entreprise SAS  
Daniel LAINÉ d'installer son échafaudage aux dates initialement prévues.  
Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la  
circulation rue de Verdun.

**ARRETE**

**Article 1** : L'arrêté Municipal référencé DG/FNV 2024.T594 est abrogé pour être remplacé par le présent  
arrêté Municipal.

**Article 2** : L'Entreprise SAS Daniel LAINÉ est autorisée à la mise en place d'un **échafaudage tubulaire de  
6 ml x 1 m (soit 6 m²)** sur le trottoir avec empiètement sur la voie de circulation au droit du **3 rue de  
Verdun**. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque  
d'accident avec les piétons et les automobilistes.

**Article 3** : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables du **Mardi 12 Novembre 2024 au Samedi  
30 Novembre 2024**.

**Article 4** : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle  
temporaire ; **elle sera mise en place 48 Heures à l'avance par l'entreprise SAS Daniel LAINÉ qui se  
chargera de son entretien**. Le présent arrêté Municipal devra être affiché par l'entreprise SAS Daniel  
LAINÉ de façon visible sur le chantier.

**Article 5** : La facturation pour la mise en place d'un échafaudage se fera selon les tarifs votés lors du  
Conseil Municipal du 13 Décembre 2023 pour l'année 2024 et à raison de 0,60 € m²/jour jusqu'à 30 jours  
et de 2,65 € m²/jour au-delà de 30 jours. **Un titre de recette sera émis et présenté à : Monsieur Jérôme  
KAKOU – Place de la Croix Sonnet – 14800 TOUQUES**.

**Article 6** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et  
règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en  
fourrière.

**Article 7** : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité  
Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de  
la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 30 Octobre 2024

Le Maire,  
Vice-Présidente de la CCCC

*Sylvie de Gaetano*  
Sylvie de Gaetano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois  
à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux  
mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via  
l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à  
compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif  
préalablement déposé.